

## 1. La mondialisation, processus moderne ou phénomène déjà ancien ?

---

La mondialisation est en général présentée, sur le plan économique, comme l'un des aspects les plus significatifs du processus de modernité qui affecte les sociétés de multiples manières. De fait, le développement considérable des échanges commerciaux, l'internationalisation croissante des entreprises, la libéralisation des marchés financiers sont bien les traits les plus marquants de cette nouvelle étape du capitalisme.

S'il est vrai que certains aspects du développement des économies présentent des aspects profondément novateurs, le développement des relations économiques internationales allant effectivement de pair avec celui de l'économie de marché, il est en revanche beaucoup moins certain qu'il en aille de même pour le processus pris dans son ensemble. L'accélération récente de ces phénomènes peut laisser croire que la mondialisation date de la seconde partie du XX<sup>e</sup> siècle. Au regard de l'histoire économique, c'est assez largement une erreur d'ailleurs déjà dénoncée par des historiens comme Fernand Braudel. L'émergence d'intenses relations économiques internationales apparaît de fait à des périodes beaucoup plus anciennes que les quelques dernières décennies même si les années récentes ont connu l'amplification et l'accélération de ce mouvement de mondialisation qui imprègne l'activité économique mais aussi les rapports sociaux.

La pensée économique a évidemment contribué à stimuler ce processus dans lequel les auteurs libéraux classiques ont vu de nouvelles possibilités d'accroissement des richesses.

## L'émergence des relations économiques internationales

**Dès l'Antiquité**, les civilisations dominantes développent des relations commerciales notables avec leur environnement et les villes marchandes de la méditerranée, par exemple, imposent plusieurs siècles avant notre ère un système économique fondé sur d'importants échanges. Si la mondialisation consiste à raisonner dans un environnement économique qui dépasse celui d'un seul peuple, le processus est intimement lié au développement matériel de nombreuses civilisations. Il concerne aussi bien les circuits économiques de la Chine ancienne (avec les routes de la soie en particulier) que ceux du Proche et du Moyen-Orient (route des caravanes) ou de la Rome républicaine puis impériale. Les problèmes liés à la crainte de l'échange inégal sont tout aussi anciens et le sénat de la Rome antique a résonné à plusieurs reprises des discours réprobateurs de tel ou tel de ses membres tempêtant pour des raisons tout autant matérielles que morales contre les importations de produits de luxe en provenance des contrées orientales, censées déséquilibrer les flux économiques et appauvrir la République.

Certaines étapes sont particulièrement repérables et jalonnent le processus de mondialisation.

- **La Renaissance** au XVI<sup>e</sup> siècle voit apparaître les prémices du système capitaliste et de l'économie de marché fondés sur les principes de l'épargne, de l'investissement et de la généralisation des échanges.

- **Le XIX<sup>e</sup> siècle**, qui parachève pour l'essentiel la Révolution industrielle, est pour sa part celui d'une **vaste intégration économique**. Les investissements à l'étranger se développent notamment par le biais de la colonisation. La part du produit intérieur brut consacré à l'exportation ne cesse de croître. Cette intégration des marchés est facilitée par de nouveaux modes de communication (télégraphe, chemin de fer, marine à vapeur...). Le système de l'étalon or accompagne ce mouvement en facilitant le change entre les monnaies et les mouvements de capitaux. L'investissement de capitaux étrangers est un phénomène largement présent au XIX<sup>e</sup> siècle. L'Angleterre utilise l'excédent de ses capitaux pour accorder des prêts aux pays étrangers (notamment à la France sous la Restauration pour payer ses dettes de guerre) et fournir des capitaux à des sociétés étrangères pour construire, par exemple les premières voies ferrées. À partir de 1860, la France rejoint l'Angleterre en tant que pays

prêteur vers le reste du monde car l'essentiel des besoins en matière ferroviaire est satisfait et les banques parviennent à attirer à elles les multiples dépôts et les petits capitaux qu'elles peuvent ensuite prêter. La Russie, les États-Unis, l'empire Austro-Hongrois et les Indes sont demandeurs de ces apports financiers. Les marchés financiers accueillent les capitaux étrangers dès le début du XIX<sup>e</sup> notamment avec les emprunts d'État et les cotations des sociétés de chemin de fer dans plusieurs pays. Ce mouvement atteint son apogée à la veille de la Seconde Guerre mondiale. À titre d'illustration, au 31 décembre 1908, le total des valeurs admises au marché officiel de la Bourse de Paris atteignait 134,7 milliards de francs dont 60,4 de valeurs françaises et 74,3 de valeurs étrangères<sup>1</sup> ! **À la fin de ce siècle, l'intégration économique est d'ailleurs comparable, même si on l'a oublié, à celle que nous connaissons aujourd'hui.**

● Les deux guerres mondiales et l'entre-deux-guerres marqué par la crise de 1929 mettront un frein brutal à ce processus. Il faut attendre 1973 pour retrouver un rapport entre PIB mondial et exportations mondiales équivalent à celui de 1913 ! Les relations économiques internationales se sont reconstruites après 1945 d'abord sur le renouveau des échanges commerciaux, notamment grâce aux différents accords de libre-échange. La mondialisation, enfin, a connu un nouveau départ avec la libéralisation des mouvements de capitaux du milieu des années 1980 et le développement des investissements directs à l'étranger qui l'accompagne.

#### La constitution de l'économie de marché

**L'historien Fernand Braudel**, l'une des figures les plus marquantes de l'école historique dite des « Annales » propose une approche historique de l'évolution de l'économie de marché et du capitalisme<sup>2</sup> qui met bien en évidence l'enracinement dans l'histoire longue de la mondialisation économique. Pour cet auteur, le capitalisme s'est construit avec le développement des échanges internationaux. La concentration de l'offre

---

1. Cf. Becque Émile, *L'internationalisation des capitaux*, Montpellier, 1912.

2. Braudel Fernand, *Civilisation matérielle et capitalisme, XV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle*, Armand Colin, 1979, 3 tomes.

est le fait de quelques marchands-entrepreneurs qui recherchent des débouchés au-delà du seul marché intérieur.

Les marchés se sont constitués progressivement par étapes successives d'élargissement.

- Le marché intérieur des biens de consommation s'étend lors de la révolution industrielle dès le XVIII<sup>e</sup> siècle engendrant un recul progressif de l'autoconsommation.

- Les faibles augmentations de salaire du XIX<sup>e</sup> siècle ne permettent guère une progression rapide et suffisante de la consommation intérieure. À l'image de l'Angleterre des années 1820-1830, ce sont les marchés extérieurs qui serviront de relais pour absorber les excédents de l'appareil productif industriel. La révolution industrielle s'articule ainsi naturellement avec un marché mondial en expansion. Des institutions seront nécessaires pour consolider ces échanges : les réseaux de négociants, les chambres de commerce et les réseaux consulaires des États en sont des éléments représentatifs. Le progrès des transports, une meilleure information économique et l'organisation des producteurs et des marchands permettront de soutenir un marché international en développement.

Il faut noter que la mise en place de cette économie de marché ne se limite pas au XIX<sup>e</sup> siècle à quelques pays industrialisés. **La colonisation** sous l'égide des grandes nations entraînera la participation d'un grand nombre de pays de l'hémisphère sud à ce processus comme fournisseurs de matières premières et de main-d'œuvre bon marché.

#### La recherche d'enrichissement, moteur de la mondialisation

Le développement matériel des échanges et l'accroissement des richesses disponibles ne résultent pas seulement du dynamisme des marchands du Moyen-Âge, premiers capitalistes de l'histoire. L'élaboration progressive d'une doctrine y a contribué grandement. S'ajoutant à la pensée des philosophes et des légistes royaux soucieux de fonder la légitimité du pouvoir royal et jusque-là essentiellement préoccupés par les questions théologico-politiques, la réflexion sur la richesse des nations et les bienfaits de l'échange a apporté à l'action des entrepreneurs une légitimité particulière. Celle-ci était indispensable dans un univers alors entièrement soumis aux injonctions d'un pouvoir religieux *a priori* peu favo-

nable aux notions d'investissement, de profit, de prêt (le prêt à usure était interdit entre chrétiens), le salut des âmes comptant plus que le bien-être matériel. Il a donc été fondamental pour l'avenir que la question du commerce ait été intégrée dans les interrogations portant sur la notion de bien commun, essentiellement par ceux que l'on nommera plus tard les mercantilistes, puis, dans un second temps par les économistes libéraux.

■ La pensée mercantiliste

La volonté de s'enrichir est effectivement à l'origine d'un processus d'expansion des relations économiques internationales. **La pensée mercantiliste** (on désigne ainsi les auteurs favorables au développement des échanges économiques) **préconise au XVI<sup>e</sup> siècle l'enrichissement de la nation, l'intervention de l'État et un certain protectionnisme**. Les voies diffèrent selon les pays.

● **L'Espagne et le Portugal** accumuleront des métaux précieux grâce aux colonies d'Amérique du Sud.

● **L'Angleterre et la Hollande** privilégieront l'enrichissement par le commerce. C'est ce qui explique que ces deux pays développeront plus tôt que d'autres une importante marine marchande et pour l'Angleterre un système d'assurance destiné aux compagnies chargées de transporter d'importantes quantités de marchandises à travers le monde.

● **La France** enfin, par la voie du Colbertisme, recherchera l'enrichissement par le développement d'une industrie de produits de luxe. Cette industrie est fondée sur une importante intervention de l'État, notamment pour la promotion des exportations.

■ La théorie classique de l'échange international

C'est aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles que la réflexion atteindra cependant son apogée avec, en particulier, les économistes classiques, **Adam Smith et David Ricardo** qui construiront une **théorie de l'échange international**. Celle-ci donnera une impulsion décisive et un fondement rationnel au développement des échanges.

● **Ces deux auteurs défendent l'idée que le développement des échanges repose sur la spécialisation de chaque nation** et que cette spécialisation conduit à un enrichissement de l'ensemble des pays participants. Chacun se spécialise nécessairement dans la production pour

laquelle il possède un avantage en terme de coûts de production mesurés en quantité de travail. Cet avantage peut être absolu chez Smith (avec un coût inférieur aux autres pays) ou relatif chez Ricardo (sans être le meilleur dans une production, on se spécialise là où les coûts de production du pays sont relativement les moins élevés).

Les travaux de Smith et Ricardo seront complétés par d'autres auteurs. Citons ceux de Heckscher et Ohlin complétés par les travaux de Paul Samuelson qui ont montré l'importance des dotations en facteurs de production dans l'obtention des avantages comparatifs. Ainsi, selon le théorème HOS (initiales des auteurs), ou loi des dotations en facteurs de production, les nations se spécialisent dans les fabrications qui incorporent le facteur de production le plus abondant (travail, capital ou terre). Cette spécialisation au niveau des facteurs va entraîner une tendance à l'égalisation des prix des facteurs de production dans les différents pays, puisque le facteur abondant dans un pays sera davantage demandé et verra son prix monter, alors que le facteur rare, moins demandé, verra son prix baisser. Le commerce international permettrait ainsi une tendance à l'égalisation des niveaux de développement entre pays.

- La théorie classique du commerce international donnera naissance à une abondante suite de développements visant à défendre le libre-échange comme condition nécessaire à l'expansion du commerce international. Ces travaux ont influencé les politiques économiques d'ouverture sur l'extérieur, notamment à partir de 1947 avec les accords du GATT.

L'accélération du phénomène depuis 1945

Celle-ci est due à la conjonction de quatre phénomènes.

- L'internationalisation des échanges

**Sur la période 1950-2000**, l'expansion du commerce mondial de marchandises est un phénomène sans précédent. Les pays sont devenus plus dépendants les uns des autres, à la fois pour les approvisionnements et pour leurs débouchés. La progression des échanges commerciaux est sur la période supérieure à celle de la croissance mondiale. Les exportations mondiales progressent deux fois plus rapidement que le PIB mondial. Les taux d'ouverture (exportations/PIB) des pays industrialisés

augmentent de manière significative. Ainsi, par exemple, selon les comptes de la Nation 2004 de l'INSEE, le taux d'exportation de la France était de 25,7 % en 2003, soit 401,7 milliards d'euros d'exportations pour un PIB de 1 557 milliards. Ce taux était de 13,3 % en 1960. Ces mêmes taux étaient, à titre de comparaison, de 4,8 % en 1960 et 10 % en 2002 pour les États-Unis. La crise économique des années 1970 n'a quasiment pas entraîné de recul des échanges. Les gouvernements ont maintenu les frontières ouvertes pour éviter l'aggravation de la crise à l'image des années 1930. La crise de 1929 et les politiques économiques mises en place à l'époque eurent pour effet de ralentir l'expansion. Le commerce mondial n'avait augmenté que de 3 % entre 1913 et 1937. Les politiques protectionnistes des grands pays industrialisés avaient provoqué un ralentissement du commerce.

#### ■ L'internationalisation des firmes

Les entreprises ont toujours recherché de nouveaux débouchés pour leur production mais c'est seulement dans les années d'après-guerre que les conditions économiques et politiques de l'extension des firmes se trouvent réunies : paix durable entre les nations industrialisées, croissance économique forte et régulation internationale favorable (accords du GATT, stabilité des changes...). Les firmes ont d'abord cherché à gagner des marchés étrangers puis, dans un second temps, elles ont voulu réduire leurs coûts de production par la délocalisation de certaines productions ou encore des procédures de fusion-acquisition destinées à obtenir des économies d'échelle.

Ce mouvement est mesurable par l'**explosion des investissements directs à l'étranger (IDE)**. Les IDE sont constitués des implantations ex nihilo, des rachats d'entreprises et des prises de participation supérieures à 10 % dans le capital de sociétés étrangères. Selon L'INSEE, « Tableaux de l'économie française 2004-2005 », les flux d'investissements directs ont atteint 54,7 milliards d'euros en 2002. Les opérations de fusions-acquisitions entre multinationales et en particulier les mégafusions (opérations d'un montant supérieur à 1 milliard de dollars) sont le moteur principal de cette croissance. Les IDE représentent environ 8 % du PIB mondial, la France participe à cette dynamique en étant le troisième investisseur mondial derrière le Royaume-Uni et les États-Unis.

#### ■ La libéralisation des mouvements de capitaux

Le développement économique nécessite des capitaux importants. Or, l'épargne disponible dans le monde n'est pas forcément équitablement répartie selon les besoins.

À la fin des années 1970 puis au début des années 1980, davantage de pays ont décidé de procéder à la **libéralisation de leurs mouvements de capitaux** et d'ouvrir leurs marchés financiers aux investisseurs étrangers. Les États-Unis, qui ont initié ce mouvement, étaient à l'époque en besoin de financement. La France a mis fin au contrôle des changes en 1987. Cette politique s'est accompagnée d'une volonté de développement des marchés financiers. Un second marché financier, créé en 1983, est réservé aux entreprises de taille moyenne dont le dynamisme est suffisant pour recourir à l'épargne publique. En 1996, un « nouveau marché » est créé, réservé cette fois aux entreprises innovantes, à l'image du Nasdaq américain. La création de nouveaux compartiments du marché financier rend encore plus attractifs les investissements dans le pays qui la met en œuvre. Ces changements ont sans doute accéléré le phénomène. Quoi qu'il en soit, cette libéralisation a engendré une nouvelle étape dans la mondialisation et une interdépendance encore plus forte entre les nations.

#### ■ La montée de nouveaux participants

Les pays industrialisés dominent les échanges internationaux dans le domaine du commerce et des capitaux. À partir de la fin des années 1960, on a cependant vu apparaître sur la scène économique internationale de nouveaux acteurs : les nouveaux pays industrialisés (NPI). Ces pays ont pris, peu à peu, une part grandissante dans les échanges commerciaux et dans l'accueil d'investissements étrangers. Essentiellement situés en Asie du Sud-Est, ces pays sont aujourd'hui rejoints par des pays d'Amérique latine. Les anciens pays à économie planifiée viennent désormais s'intégrer dans ce vaste marché mondial des marchandises et des capitaux par le biais de la libéralisation de leur économie.

**La mondialisation de l'économie dépasse donc largement la simple extension des échanges commerciaux entre quelques pays industrialisés.** Elle concerne de plus en plus de pays et génère des variations économiques et sociales. Elle modifie nos modes de vie, les rap-